



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture**  
**Direction Régionale et Interdépartementale**  
**De l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France**  
Unité territoriale des Yvelines

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2014317-0007**  
**concernant l'installation exploitée par la société SAFETY KLEEN à**  
**Coignièrès (78310)**

**Le Préfet des Yvelines,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement, et notamment son article L171-8 ;**

**Vu le récépissé en date du 5 septembre 1988 donnant acte à la société SAFETY KLEEN dont le siège est situé 65 avenue Jean Mermoz (93126) à La Courneuve de sa déclaration relative à l'exploitation à Coignièrès (78310) ZI des Marais – 20, rue des Osiers, d'un dépôt de liquides inflammables ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 1996 imposant à la société SAFETY KLEEN des prescriptions spéciales suite à une pollution du sol et de la nappe superficielle par du white-spirit relative aux installations qu'elle exploite à Coignièrès (78310) ZI des Marais – 20, rue des Osiers ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2001 autorisant la société SAFETY KLEEN à exploiter des installations de transit de déchets industriels et activités au titre des rubriques – n°167-a ; n°1432-2-b et n°1434.1.b à Coignièrès (78310) ZI des Marais – 20, rue des Osiers ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN des prescriptions complémentaires modifiant les prescriptions de l'article 3.III.1.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Coignièrès (78310) ZI des Marais – 20 rue des Osiers ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN des prescriptions complémentaires concernant la demande d'extension du kit de conditionnement des solvants usagés et la mise en place d'une citerne verticale destinée au stockage des produits de lessiviels usagés pour les installations qu'elle exploite à Coignièrès (78310) ZI des Marais – 20 rue des Osiers ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 2011 donnant acte à la société SAFETY KLEEN de sa déclaration d'exploitation avec le bénéfice de l'antériorité et mettant à jour le classement de ses activités exercées ZI des Marais – 20 rue des Osiers (78310) Coignièrès – comme suit :**

.../...



<b>Installation et activités concernées</b>	<b>Eléments caractéristiques</b>	<b>N° de la nomenclature</b>	<b>Régime</b>
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 100-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°1313, n°2710, n°2711, n°2712, n°2717 et n°2719, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur à 1 t.	62 tonnes	<b>2718-1</b>	A
Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique n°1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	Ceq totale : 23 m <sup>3</sup>	<b>1432-2-b</b>	D
Installation de remplissage de récipients mobiles pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coeff. ), le débit maximum équivalent étant supérieur à 1 m <sup>3</sup> /h mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h	Débit max eq : 4 m <sup>3</sup> /h	<b>1434-1-b</b>	D

**Vu** le courrier en date du 19 décembre 2013 par lequel la société SAFETY KLEEN a demandé à bénéficier de l'antériorité des droits acquis au titre de la rubrique n°3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique n°3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques n°3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (62 tonnes) et a transmis un dossier d'actualisation employant le BREF EFS comme référence ;

**Vu** le courrier préfectoral en date du 31 janvier 2014 actant le bénéfice de l'antériorité et demandant à l'exploitant de transmettre avant le 15 février 2014 le dossier de mise en conformité au BREF WT traitement de déchets plutôt que le dossier BREF EFS ainsi que le rapport de base prévus à l'article R.515.82 du code de l'environnement ;

.../...



**Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 novembre 2014 ;**

**Vu le courrier du 4 novembre 2014 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;**

**Vu le courrier du 10 novembre 2014 par lequel l'exploitant transmet le BREF demandé par l'inspection des installations classées ;**

**Considérant que le courrier du 10 novembre 2014 ne répond que partiellement à la mise en demeure ;**

**Considérant qu'aucun dossier n'a été transmis à ce jour par l'exploitant dans le délai qui lui était fixé ;**

**Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L-171-8-1 du code de l'environnement ;**

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :**

## **ARRETE**

**Article 1er :** La société SAFETY KLEEN est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) 20 rue des Osiers, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter **dans un délai maximal de un mois**, l'article R.515-82 du code de l'environnement en transmettant le rapport de base.

**Article 2 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 -** Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.



**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société SAFETY KLEEN et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
  - sous-préfet de Rambouillet,
  - maire de la commune de Coignières,
  - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France,
  - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 NOV. 2014

Le Préfet,

Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

Henri KALTEMBACHER

